

18 février 2024

## Guerre Israël-Hamas : le Fatah et le mouvement islamiste multiplient les contacts en vue d'une réconciliation palestinienne

*Après plusieurs rencontres entre des responsables des deux partis à Doha, au Qatar, où résident en exil des cadres du Hamas, le président Mahmoud Abbas a fait lui-même le déplacement, le 11 février. En jeu, la gouvernance de Gaza et de la Cisjordanie dans le cadre d'un éventuel plan global de résolution du conflit.*

Par Louis **Imbert** et Hélène **Sallon**, journalistes

Quel pouvoir pour gouverner Gaza et les territoires palestiniens après la guerre ? Alors que Washington et ses alliés arabes lient la négociation d'un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas à un projet global de résolution du conflit, qui pourrait commencer par la reconnaissance de l'Etat palestinien par les Nations unies, les factions palestiniennes hésitent. Le Fatah, au pouvoir en Cisjordanie, et le Hamas, qui plie mais ne rompt pas à Gaza, multiplient les contacts en vue d'une réconciliation, sans cesse repoussée depuis leur rupture, en 2007.

Ce dialogue a été noué par des dissidents et des critiques du président Mahmoud Abbas, issus de son parti, le Fatah, qui ont envoyé leurs émissaires au Qatar, où résident en exil des cadres du mouvement islamiste. Puis des caciques du Fatah leur ont emboîté le pas. Successeurs potentiels d'un président âgé de 88 ans, ils jugent que les deux partis ont besoin l'un de l'autre pour survivre.

Cette agitation a contraint Mahmoud Abbas à faire lui-même le voyage à Doha, le 11 février. Rien n'indique que ce président impopulaire, porté à bout de bras par ses alliés occidentaux, y ait rencontré ses rivaux du Hamas, qui espèrent le voir écarté à brève échéance. Mais M. Abbas s'est enquis auprès de l'émir du Qatar, Tamim Ben Hamad Al Thani, des négociations que Doha facilite entre Israël et le mouvement islamiste. D'un communiqué sec, le « raïs » a engagé le 14 février le Hamas « à conclure rapidement un échange de prisonniers » avec l'Etat hébreu, afin de laisser s'ouvrir une séquence diplomatique, dans laquelle il se veut incontournable.

M. Abbas redoute que les islamistes ne tirent un immense prestige d'un tel échange, eux qui ambitionnent de libérer des prisons israéliennes tous les détenus palestiniens, tous partis politiques confondus. Le plus vieux dirigeant du monde arabe se sait aussi en difficulté, alors que ses alliés arabes et occidentaux exigent de l'Autorité palestinienne (AP) qu'elle se « revitalise » et se « réforme » dans l'après-guerre.

### Le Hamas cherche une sortie par le haut

En dépit de ces craintes, un proche de M. Abbas, Jibril Rajoub, a proposé, début février à Doha, un plan de réconciliation au chef du mouvement islamiste, Ismaïl Haniyeh. Le secrétaire général du comité central du Fatah, qui œuvre de longue date à une réconciliation, estime que « *le Hamas ne disparaîtra pas. Il fait partie du peuple palestinien* ». Il engage donc ses responsables « à faire le premier pas », précise-t-il, en reconnaissant les résolutions des Nations unies comme la référence pour résoudre le conflit, en acceptant un Etat palestinien dans les frontières internationalement reconnues de 1967, et en acceptant les engagements internationaux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), organe moribond mais qui demeure le seul représentant reconnu du peuple palestinien à l'étranger, et que le Hamas cherche à intégrer depuis des années.

À la suite du président Abbas, M. Rajoub propose qu'un gouvernement d'experts apolitiques prenne autorité sur Gaza et la Cisjordanie, qu'il commence avec l'aide de partenaires internationaux la reconstruction de l'enclave et prépare des élections générales, les premières depuis 2006. « *Le Hamas soutiendrait ce gouvernement de l'extérieur. Croyez-vous qu'il veuille encore gouverner seul Gaza ?* », interroge-t-il.

Cela fait longtemps que le Hamas cherche à se défaire de cette charge. « *Mais il n'est pas possible d'assumer l'autorité sur l'enclave sans son accord* », précise Tahani Mustafa, de l'International Crisis Group (ICG). Le Hamas n'entend pas capituler. Il exclut l'exil de ses chefs hors de l'enclave, qu'Israël propose. Le mouvement islamiste cherche une sortie par le haut. Un cessez-le-feu à Gaza, assorti d'une réconciliation palestinienne et d'un processus de paix, offrirait à ses chefs, dont Yahya Sinouar, une assurance-vie face à Israël. Ils permettraient à la branche politique de ne pas être écartée par les Etats de la région et les Occidentaux.

« *Le Hamas a acquis la certitude qu'il sera incontournable pour une solution politique, donc il s'inscrit dans un temps long. Comme l'OLP, qui fut considérée par Israël et ses soutiens comme un monstre par le passé, et sans lequel on ne peut rien faire aujourd'hui* », analyse Xavier Guignard, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient. Le Hamas ne réclame pas la direction de l'Autorité palestinienne. Il veut être représenté au sein de l'OLP, afin de peser sur les négociations concernant l'avenir des Palestiniens.

### **Ambiguïté**

« *L'OLP doit être réformée. La première étape est de former un nouveau Conseil national palestinien, le Parlement de l'OLP qui représente les Palestiniens de l'intérieur et de la diaspora. Ce conseil prendra toutes les décisions en ce qui concerne la réforme de l'OLP, la nouvelle direction et le programme politique du mouvement de libération de la Palestine, dont le Hamas fera partie* », précise Oussama Hamdane, un chef du Hamas en exil au Liban. Le Hamas réclame aujourd'hui des « *élections libres et justes* », qui devraient lui assurer une représentation à la mesure de son poids politique comme deuxième faction palestinienne.

Sur la question de la solution à deux États, ses chefs entretiennent l'ambiguïté. Ils refusent de se prononcer tant que les responsables israéliens ne s'engagent pas à reconnaître un État palestinien, invoquant « *le piège d'Oslo* » dans lequel la direction palestinienne est tombée, selon eux, en 1993. Dans sa charte amendée en 2017, le Hamas endosse implicitement la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967, sans reconnaître l'État d'Israël. « *Nous sommes prêts à des négociations politiques pour une solution à deux États avec Jérusalem comme capitale de la Palestine* », a réaffirmé, le 2 novembre 2023, son chef, Ismaïl Haniyeh.

Le Hamas n'est pas encore prêt à s'engager plus avant. Il s'oppose à ce que le scénario de l'après-guerre – une « *question interne* » – soit décidé sous les injonctions de l'étranger. Il est convaincu que Mahmoud Abbas ne lui tendra pas la main. « *Si Abbas veut garder l'OLP pour lui, qu'il le fasse ! Le Hamas poursuivra la lutte contre Israël. Mais personne ne peut empêcher quiconque de faire partie de l'OLP* », avertit Oussama Hamdane depuis Beyrouth. Cette méfiance n'est pas sans fondement, estime Tahani Mustafa, de l'ICG. Le président palestinien et son cercle proche répugnent à partager le pouvoir avec le mouvement. « *M. Abbas reste le plus grand obstacle à une intégration du Hamas au sein de l'OLP*, estime l'experte. *Ses appels du pied au Hamas visent, avant tout, à obtenir son feu vert pour que l'AP gouverne la bande de Gaza.* »

### **« Ni Abbas ni Hamas »**

M. Abbas est sous la pression de ses soutiens étrangers, qui refusent d'accorder au Hamas le moindre rôle dans la gestion de l'après-guerre. Il se dit lui-même indifférent à l'attitude que choisira d'adopter le mouvement islamiste : « *Pour Abbas, le Hamas peut bien soutenir de l'extérieur le futur gouvernement de technocrates, mais à condition que ses chefs renoncent à la violence et démantèlent leur appareil militaire. Pour nous, c'est la seule possibilité* », confie l'un de ses interlocuteurs européens. Une exigence qui semble inacceptable pour le Hamas.

Face au patriarche Abbas, de vieux rivaux s'agitent, comme Mohammed Dahlan, exilé aux Emirats arabes unis en 2011. Proche du pouvoir émirati, cet ancien haut responsable sécuritaire palestinien a dépêché ses hommes auprès du Hamas à Doha et au Caire. Ce natif de Khan Younès (sud de la bande de Gaza) prétend avoir renoncé à toute prétention au pouvoir, mais il propose une sortie de crise où les deux grands partis palestiniens laisseraient place à une nouvelle direction, capable de lancer la reconstruction de l'enclave avec l'aide de partenaires internationaux. Un plan qu'il résume par cette formule : « *Ni Abbas ni Hamas.* »

Des proches du dirigeant le plus populaire de Palestine, Marwan Barghouti, emprisonné depuis 2002 en Israël, ont eux aussi pris contact avec le Hamas récemment à Doha et au Caire. La libération de cette figure historique du Fatah « *est une priorité absolue pour le Hamas* » dans le cadre d'un échange de prisonniers, estime l'un de ses proches, Qaddoura Fares, ministre de l'Autorité palestinienne chargé des détenus. « *Sa priorité sera d'unir les Palestiniens et de mettre fin à la division entre le Fatah et le Hamas, qui a fait tant de mal à notre cause* », promet son fils, Arab Barghouti, convaincu qu'Israël peut être contraint à le libérer.